

fondations et de la fiscalité », *Bul. A.T.U.*, n° 24, août 2012, 3 p.

V. ACTES DE PARLEMENT, ETUDES, RAPPORTS

-A-

- **AITKEN (G.), RUIZ (M.)**, *Un enfer pour le développement, comment la Banque européenne d'investissement cautionne les paradis fiscaux*, (rapport), les amis de la terre, décembre 2009, 32 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *Projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963, complétée et signée par un Protocole, ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette convention*, n°453, 2^{ème} législature (1962-1963), 21 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *rapport au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1043), autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco et projet de loi (n° 1437) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 (ensemble un échange de lettres)*, Rapport n°1878, 20 octobre 2004, 40 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République Française et la Principauté d'Andorre portant rectification de la frontière*, Rapport n°260, 4 avril 2001, 5 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *projet de loi autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco*, rapport de Philippe DOUSTE-BLAZY, n°3546, 20 décembre 2006, 12 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *projet de loi n°1379, autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres relatives à la garantie des investisseurs entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco*, (rapport), 18 mars 2009, 4 p.
- **ASSEMBLÉE NATIONALE**, *rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle du budgétaire sur les paradis fiscaux*, n°1902, (Rapport), 10 septembre 2009, 210 p.